

LA COUR SUPRÊME SE PENCHERA BIENTÔT SUR LE DOSSIER

Affaire Khalifa : acte III

L'affaire Khalifa Bank acte 3 est de nouveau entre les mains des magistrats. Pour cette fois-ci, c'est au niveau de la Cour suprême que se joue la troisième mi-temps en attendant la suite qui lui sera réservée. En effet, on apprend de source sûre que la Cour suprême entamera, dans les prochains jours, l'étude des pourvois en cassation introduits au lendemain du dernier procès.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Les recours introduits par le représentant du ministère public et de quelques accusés ayant été condamnés par le tribunal criminel près la cour de Blida seraient sur le point d'être acceptés, ajoutent les mêmes sources. Les personnes par le biais de leurs avocats ayant introduit des recours ont relevé des vices de forme qui auraient entaché le procès et qui selon elles nécessitent un réexamen de l'affaire. Une procédure engagée égale à celle entamée en 2007, soit au lendemain du premier procès qui s'est tenu à la cour de Blida. Pour rappel, à l'issue de la lecture du verdict, le juge Antar Menouar avait fait part aux prévenus ayant été

condamnés de la disposition du code pénal prévoyant le délai de 8 jours pour interjeter appel.

Il est à noter que des peines d'emprisonnement, dont certaines avec sursis, avaient été prononcées par le tribunal criminel de Blida à l'encontre de 18 prévenus, dont le principal accusé dans le procès de l'affaire Khalifa Bank, Abdelmoumène Rafik Khelifa, alors que les 53 autres accusés ont bénéficié d'un acquittement. Le tribunal criminel de Blida, présidé par le juge Antar Menouar, avait condamné Abdelmoumène Khelifa à 18 ans de prison ferme, assortie d'une amende de 1 million de dinars et de la confiscation de tous les biens précédemment en sa possession.



L'affaire Khalifa Bank est de nouveau entre les mains des magistrats.

Outre cette peine maximale, le tribunal a prononcé une condamnation de 10 ans de détention ferme à l'encontre de Djamel Guelimi, le bras droit de l'ex-propriétaire du groupe Khalifa, et contre lequel le procureur général, Mohamed Zerg Erras, avait requis une peine de 20 ans d'emprisonnement.

L'ex-directeur de la sécurité au sein du groupe Khalifa, Abdelhafid Châachou, a été condamné, pour sa part, à 8 ans de détention ferme, assortis d'une amende de 500.000 DA et de la confiscation de sa villa sise à Chéraga (Alger).

Le représentant du parquet avait requis, quant à lui, une

peine de 20 ans d'emprisonnement ferme.

Une peine de 8 ans d'emprisonnement ferme, en sus d'une amende de 1 million de DA a été également requise contre l'ex-directeur de l'agence de Khalifa Bank à Chéraga, Mir Omar, et de l'ex-directeur de l'agence de ladite banque à Blida, Belaïd Kechad.

A l'encontre de ces deux prévenus, le même procureur général avait requis une peine de 15 ans de détention ferme, rappelle-t-on. Il est à souligner, enfin, que le principal accusé dans le procès d'El Khalifa Bank est également concerné par plusieurs autres enquêtes judiciaires toujours en cours. Sa détention devra permettre donc de faire avancer les autres dossiers Khalifa (Swifts, Khalifa TV, Khalifa Airways) et le dossier lié aux hauts cadres de l'Etat, qui bénéficient du privilège de juridiction. Des dossiers qui sont en instruction depuis des années.

A. B.

LE PT RÉITÈRE SA CONFIANCE À SA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

Louisa Hanoune réélue

Louisa Hanoune a été réélue vendredi à la tête du Parti des travailleurs (PT). Les membres du comité central issus du septième congrès lui ont renouvelé leur confiance à l'unanimité. Le CC a en outre été élargi de 61 à 106 membres dont 70% de nouvelles personnes n'ayant jamais assumé de poste de responsabilité auparavant.

Le PT avait réuni son comité central en session extraordinaire au moment où ce parti faisait l'objet d'une tentative de redressement. Louisa Hanoune avait accusé Salim Labatcha et Salim Sidi Moussa, principaux chefs de file des redresseurs, d'être instrumentalisés par des parties au pouvoir désireuses de «saboter le parti» et de nuire à sa secrétaire générale en raison de ses positions à l'égard de la loi de finances 2016 et plus particulièrement encore de son engagement avec le groupe des 19.

Louisa Hanoune, qui avait récemment dénoncé les menaces de mort proférées à son encontre, a accusé vendredi les ministres de la Communication, de l'Intérieur et de la Justice de «complicité» pour leur absence de réaction vis-à-vis de l'opération qui vise son mouvement.

«Nous considérons le ministre de la Communication complice pour sa non-réaction. Nous ne voulons pas ouvrir de polémique avec le ministre de l'Intérieur, mais il est responsable de la préservation de l'ordre public. Les ministres de l'Intérieur et de la Justice doivent cependant intervenir pour mettre fin à ces dépassements sur la scène politique». Hamid Grine, ministre de la Communication, a été, quant à lui, pris à partie en raison de son silence suite à la diffusion d'une série de reportages dans lesquels la SG du PT avait

été accusée d'user de ses prérogatives pour l'obtention de biens. Hamid Grine avait fait l'objet d'une correspondance de la part du PT mais n'y avait donné aucune suite, assure Mme Hanoune.

Le parti a également expliqué sa position vis-à-vis de la nouvelle Constitution dont le texte doit être présenté aujourd'hui devant les deux chambres. Le PT sera présent pour voter contre le projet soutenant que les changements constitutionnels doivent passer par la voie référendaire.

Dans ce contexte, il a adopté une démarche différente des autres partis d'opposition lesquels ont opté pour un

boycott simple et net du projet. Il faut savoir enfin que la réélection de Mme Louisa Hanoune à la tête du PT semble constituer une sortie victorieuse pour un parti et son leader confrontés à une véritable tempête politique depuis plusieurs mois. De nombreux ministres mais aussi d'autres hauts responsables du pays ont été à plusieurs reprises cités et appelés à se démarquer publiquement de «la machination maffieuse». Une «machination orchestrée par le secrétaire général du FLN, M. Ammar Saâdani», a-t-elle dénoncé à plusieurs reprises.

A. C.



Louisa Hanoune.

Photo : Newpress

LAIT

Augmentation de la marge bénéficiaire des distributeurs

La marge bénéficiaire des distributeurs du lait pasteurisé en sachet sera revue à la hausse passant de 0,75 DA/litre actuellement à 0,90 DA/litre, mais sans aucun impact sur son prix de vente au consommateur, a appris l'APS auprès d'un responsable au ministère du Commerce.

Pour la mise en place de cette mesure, un projet de décret, modifiant celui de février 2001 portant fixation des prix à la production et aux différents stades de la distribution du lait pasteurisé conditionné en sachet, est en cours d'examen au niveau du gouvernement, selon la même source.



La marge bénéficiaire des distributeurs du lait pasteurisé passe de 0,75 DA/litre à 0,90 DA/litre.

La modification du texte en vigueur porte sur la révision de la marge bénéficiaire des distributeurs des sachets de lait

pasteurisé, réclamée à maintes reprises par ces derniers.

L'augmentation de la marge bénéficiaire, versée par le

Groupe industriel des productions laitières (Giplait), sera appliquée avec effet rétroactif commençant au 1^{er} février 2016.

A rappeler que lors d'une réunion tenue en janvier dernier avec le ministre du Commerce, Bakhti Belaïb, les représentants des distributeurs de lait de la wilaya d'Alger avaient exposé les différents problèmes rencontrés par leur corporation dont l'insuffisance de la marge bénéficiaire, l'inadaptation du contenu du registre de commerce, une fiscalité inadéquate avec la réalité des revenus et la vétusté des moyens de transport.

APS